

COMPTÉ-RENDU DU SÉMINAIRE

« NOUVELLES TECHNOLOGIES ET NUMÉRISATION: OPPORTUNITÉS ET DÉFIS POUR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET L'ENTREPRISE SOCIALE »

Vendredi 12 Mai 2017
Salle VM3 au Comité Economique et Social Européen, Bruxelles

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
LA SITUATION ACTUELLE : OPPORTUNITÉS ET ENJEUX	4
DES PLATEFORMES POUR LE CHANGEMENT	6
DE NOUVEAUX COMPOSANTS POUR UN FUTUR DES COMMUNS	7
QUEL RÔLE POUR LES AUTORITÉS PUBLIQUES	9
ANNEXE : PROGRAMME / INTERVENANTS	12

INTRODUCTION

Le 12 mai 2017 se tenait au Comité Économique et Social Européen une conférence portant sur les nouvelles technologies et la numérisation, vues comme opportunités et défis pour l'économie sociale.

L'Union européenne s'intéresse de près à l'économie sociale, comme en témoigne le lancement d'une « task force » en janvier 2017 sur le sujet. Parallèlement, les nouvelles technologies bouleversent le monde et notre quotidien. Il est donc nécessaire de la part des institutions européennes d'accompagner ces transformations et de soutenir des écosystèmes pertinents pour les entreprises sociales. En effet, la numérisation a un incroyable potentiel pour développer l'innovation sociale. L'utilisation des nouvelles technologies n'est jamais neutre et le rôle des autorités publiques est ainsi de promouvoir un cadre réglementaire bénéfique pour les entreprises sociales.

Beaucoup d'activités intéressantes ont lieu en Europe et il est intéressant de voir que la digitalisation permet une plus importante implication de la société civile ainsi qu'une inventivité sociale largement accrue. L'un des grands enjeux reste celui du financement, dont l'orientation invite parfois au questionnement tandis que nombre d'initiatives socialement responsables n'ont aujourd'hui encore que trop peu droit à la prise de risque.

POUR LA SOLIDARITÉ et Simplon.co ont par ailleurs coédité une note d'analyse portant sur les opportunités ouvertes par la Stratégie Europe 2020 à l'inclusion numérique¹. Au fil de celle-ci, nous passons en revue les différentes initiatives et lignes intégrées au sein de la Stratégie proposant une meilleure prise de conscience de l'opportunité offerte en termes sociaux par les nouvelles technologies.

¹ <http://www.ess-europe.eu/fr/publication/la-transformation-numerique-dans-leurope-2020-un-puissant-levier-dinclusion>

LA SITUATION ACTUELLE: OPPORTUNITÉS ET ENJEUX

Gaia Marcus – Centrepoint

L'ONG Centrepoint offre un soutien aux jeunes sans logement au Royaume-Uni, leur proposant un hébergement, un soutien en matière de santé ou encore des compétences essentielles afin de les remettre sur le chemin de l'emploi, de la formation ou des études. Centrepoint travaille avec des spécialistes dans le domaine des données et des acteurs de terrain, ce qui permet entre autres choses d'évaluer le nombre de jeunes sans logements.

Centrepoint a également mis en place une plateforme permettant de suivre l'évolution de ces personnes. Une ligne téléphonique ainsi qu'une plateforme internet ont été mises en fonctionnement dans le but d'épauler les individus en demande de soutien. Afin de leur venir en aide, l'ONG tente d'utiliser au mieux les nouvelles technologies du fait que pour nombre de personnes en difficulté il est plus aisé de passer par ces moyens de communication digitaux que par une interaction présenteielle.

François Durolet – Simplon

Simplon est une entreprise sociale créée il y a quatre ans sur la base d'un constat simple : il existe un réservoir inépuisable de talents parmi les personnes en situation de chômage en Europe tandis qu'à l'inverse beaucoup d'entreprises sont en manque de talents dans le domaine du développement mobile et du web. La demande de compétences nouvelles est donc importante des deux côtés.

Ainsi, Simplon propose des formations gratuites de six mois dans le domaine numérique (coding, développement web et mobile,...) aux personnes n'ayant pas d'activité professionnelle ou formatrice en cours. C'est dans ce cadre qu'une école fut récemment lancée à Bruxelles, le projet BeCode « Powered » par Simplon et utilisant la même méthodologie d'apprentissage. D'autres projets sont actuellement en cours en Roumanie, Italie ou encore en Espagne.

Simplon possède également une agence de développement web permettant de répondre à certains besoins des ONG dans le domaine numérique et d'offrir leurs premiers emplois à des personnes formées sur place, les « simplonien(ne)s ». Ainsi, Simplon a récemment collaboré avec Emmaüs afin de créer les outils web indispensables à la vente en ligne de leurs produits.

Le challenge selon François Durolet consiste à développer un véritable réseau d'écoles, de fabriques formatrices. L'opportunité est grande, la demande en compétences s'accroissant d'année en année, il s'agit maintenant de la saisir.

Anna Sienicka – Tech Soup

L'organisme TechSoup fut créé dans les années 1970 à San Francisco et travaille aujourd'hui essentiellement avec des ONG (environ 250 en Europe), des gouvernements et des entreprises.

Cet organisme utilise les nouvelles technologies pour différentes causes. L'exemple présenté est une application disponible pour tous et utilisable par un individu faisant l'objet de violences nocturnes. Cette personne signale son problème sur l'application et celle-ci désigne les refuges les plus proches où l'individu pourra passer la nuit. Ce système fut mis au point avec plusieurs chaînes hôtelières et supprime toutes les données personnelles après utilisation de l'application.

Tech Soup aide également les ONG à utiliser des logiciels de formation ou encore à l'organisation de webinaires comme en Turquie où Tech Soup intervint dans l'optique d'apporter de l'aide aux réfugiés face à la menace xénophobe.

Alain Coheur – Union nationale belge des mutualités socialistes

La France et l'Europe ont pris trop de retard sur le développement numérique, nécessitant la mise en place d'une politique volontariste afin de corriger cette carence. Plus de 40 000 applications existent dans le domaine de la santé et de fortes inerties semblent pourtant perdurer. L'écosystème y est complexe et chacun est amené à faire usage de celui-ci tôt ou tard. Alors que la société civile est productrice de données de santé, celles-ci sont recueillies par les GAFKA tandis que leur usage fait office de la plus grande opacité.

Au fil des années, certaines technologies nouvelles permettront de poser un diagnostic plus efficacement qu'un médecin lui-même, c'est pourquoi certaines professions sanitaires sont condamnées à disparaître ou à évoluer. Le corps médical fera état de sa réticence à constater l'évolution de la profession alors que les systèmes seront pourtant amenés à se moderniser.

Jean-Claude Mizzi – HopHopFood

L'association HopHopFood a été fondée en 2016 pour créer, à partir de fin 2017, des espaces de solidarité alimentaire tout en luttant contre le gaspillage alimentaire des particuliers.

Une plateforme digitale (application et web) sera lancée en France à l'automne 2017 pour des échanges gratuits de nourriture entre particuliers. Ceux-ci représentent 53 % du poids - 90 millions de tonnes- et 74 % de la valeur -100 milliards d'euros- du gâchis alimentaire en Europe. Par ailleurs, 24% des Européens et 17 % des Français sont plus ou moins en situation de précarité alimentaire.

Le projet d'HopHopFood est de mettre en place les moyens de créer de la solidarité et de lutter en même temps contre ces deux constats alarmants : la précarité alimentaire d'un côté et le gâchis de l'autre. La plateforme, ouverte à tous, consistera à permettre aux particuliers de faire des dons alimentaires entre eux et aussi plus spécifiquement à un public vulnérable (étudiants, réfugiés, personnes vivant sous le seuil de pauvreté etc...).

Les nouveaux outils numériques permettent une approche globale et efficace en mesurant instantanément l'impact social. Les indicateurs pourront par exemple révéler le nombre de personnes ayant bénéficié de nourriture ou la comptabilisation des denrées échangées. Le digital permet ainsi

de connecter directement ceux qui ont trop ou veulent être généreux et ceux qui n'ont pas assez. Mais il reste avant tout un moyen/outil et non une finalité.

DES PLATEFORMES POUR LE CHANGEMENT

Felix Weth – FairMondo

FairMondo est une plateforme collaborative fondée il y a cinq ans en Allemagne, regroupant petites entreprises et commerces. La plateforme organise des échanges de produits de seconde main où chacun peut vendre et acheter à titre privé. À petite échelle, FairMondo espère devenir un concurrent face à des entreprises telles qu'Amazon dont le modèle économique ne repose en rien sur un idéal solidaire.

Le soutien au développement des coopératives est crucial pour s'adapter à la dynamique du XXIème siècle tandis que la mise en place d'un modèle institutionnalisé est indispensable à l'organisation des technologies nouvelles. La solution passe par le développement de coopératives multinationales elle-même gardant de solides bases locales.

Harry Robbins - Outlandish digital coopérative

Outlandish fut fondé en 2010 avec l'idée de proposer un paradigme économique différent en estimant que la tendance de ces dernières années est à l'inégalité croissante. L'objectif est de créer une industrie de la technologie plus juste socialement pour les travailleurs et les consommateurs à travers plus de coopération et de gestion démocratique.

De nombreuses petites entreprises ont des difficultés financières et il s'agit de rassembler les ressources afin de promouvoir l'innovation sociale. Beaucoup d'applications se créent sans but social tandis que de nombreuses initiatives restent à faire dans le domaine numérique afin d'innover socialement.

Ibon Zugasti - Mondragon.

Mondragon est une coopérative apparue dans les années 1950 avec comme objectif de lutter contre la faim. La coopérative est désormais un groupe industriel de stratégie multinationale. Leur organisme contient 12 secteurs différents. Bien que conscient d'être une coopérative, cela ne les empêche pas d'avoir un poids conséquent avec un chiffre d'affaire élevé d'environ 11 milliards d'euros et de se présenter ainsi comme un créateur massif d'emplois.

Mondragon possède des valeurs coopératives bien différentes de celles des entreprises traditionnelles, l'amplitude des salaires se situant, par exemple, sur une échelle de 1 à 6.

Sandrino Graceffa – SMartbe

SMart est une coopérative prenant en charge la facturation de travailleurs autonomes dans 34 villes en Europe. Leur chiffre d'affaire s'élève à 180 millions d'euros et leur gouvernance est gérée par une organisation coopérative.

SMart propose de fournir un statut de travailleurs salariés à des personnes voulant vivre de leur savoir-faire de manière autonome. Ces travailleurs indépendants aspirent à plus de protection sociale et souscrivent à des contrats de travail protecteurs via SMart grâce à l'utilisation notamment d'une plateforme numérique. La démarche est présentée comme étant à l'inverse de ce que peut proposer Uber, la plateforme californienne cherchant à faire passer des travailleurs subordonnés pour des indépendants.

Selon Sandrino Graceffa, quelques propositions pourraient stimuler l'innovation sociale, dont la création d'une véritable alliance entre pouvoirs publics et entreprises sociales permettant de développer une plateforme nouvelle produisant un impact social et permettant le financement massif des fonds propres des entreprises. L'idée du financement des entreprises sociales par un système innovant de Social Impact Bonds est aussi à considérer. Enfin, pour produire de l'innovation sociale il faut prendre des risques et ceux-ci ne sont pas suffisamment couverts aujourd'hui.

Elena Como – LAMA

Lama est une agence coopérative italienne qui travaille dans les domaines de la recherche et de la consultance stratégique. LAMA propose de la recherche portant sur le domaine de l'économie collaborative en Europe.

Les plateformes collaboratives peuvent se présenter sous différentes formes, certaines usant par ailleurs de cette appellation afin de proposer un double discours telles que Uber ou Airbnb, entreprise dites de « profit » avec la promotion du travail non protégé.

La nécessité d'une politique favorable au financement des coopératives est primordiale et n'est aujourd'hui encore pas suffisamment prise en compte par les différentes autorités nationales ou communautaires.

Antonio Longo – CESE

Le CESE s'applique à examiner la place des coopératives au sein du modèle économique existant ainsi que leur rôle à jouer dans l'évolution de celui-ci. La promotion des nouvelles technologies au sein des coopératives est essentielle puisque la numérisation engendre des gains de productivité de services et entraîne d'importantes répercussions sur le marché du travail.

Pour exemple, les coopératives agricoles investissent de plus en plus dans la digitalisation et jugent le numérique comme une source révolutionnaire d'optimisation. L'agriculture de précision à base de GPS ou de drones semble de plus en plus au point. Autre point, 9 coopératives sur 10 prétendent stocker les données de leurs adhérents afin d'optimiser la productivité.

DE NOUVEAUX COMPOSANTS POUR UN FUTUR DES COMMUNS

Marleen Stikker - Waag Society

Marleen Stikker présenta Waag, organisation travaillant dans le domaine des technologies équitables. Madame Stikker insista sur l'importance de passer d'une approche centralisée à une approche distribuée telle qu'est aujourd'hui organisé le réseau Waag. L'objectif est de créer un nouveau système de valeurs, de passer du linéaire au circulaire et du local au translocal. L'échelle se doit, selon madame Stikker, de passer de l'état à la ville et de la ville à la rue. Il ne s'agit plus de concurrence mais bien de coopération. La menace de centralisation est aujourd'hui plus forte que jamais, à travers l'expansion de géants du numérique tels que Facebook, Airbnb ou Uber.

Afin d'illustrer ses propos, Marleen Stikker est revenue sur les travaux de l'économiste Robert Solow (prix nobel 1987) et de Kate Raworth. L'idée est que le modèle économique environnant n'est plus capable d'offrir aux populations l'opportunité d'un réel épanouissement. Il faut donc sortir de ce paradigme, de cette « boîte noire » telle que décrite par Solow afin de reconcevoir tout le modèle. Kate Raworth a pensé cette économie nouvelle comme devant se resituer dans une zone d'économie redistributive et régénératrice. Un paradigme nouveau est donc une nécessité, et cet argumentaire se doit d'être utilisé au sein de chaque débat et réflexion portant sur les modèles économiques et sociaux à venir.

Mayo Fuster Morell - Dimmons

Madame Morell présenta l'activité du groupe de recherche Dimmons, spécialisé dans l'étude des biens digitaux communs et y est par ailleurs étudiée l'opportunité que représentent ces biens communs pour l'économie collaborative. L'apparition de ces nouveaux biens communs met les institutions au défi d'en tirer des opportunités nouvelles en termes d'emplois et le conseil municipal de Barcelone chargea à ce titre Dimmons d'identifier les emplois les plus adaptés à l'économie collaborative afin que les politiques mises en place puissent mieux prendre en compte ce modèle.

Il est aujourd'hui nécessaire, et madame Morell conseille à ce titre à la Commission de s'inspirer des travaux effectués à Barcelone, de construire un réel écosystème de co-création. Les politiques mises en place se doivent d'être conçues de façon collaborative, conjointement avec la société civile et promouvant les actions menées à l'échelle des coopératives plutôt qu'à celle des multinationales dites « traditionnelles ».

Massimo Menichinelli - FAB City Research Lab

Le Fab Lab Barcelona soutient différents programmes éducatifs et de recherche liés aux multiples échelles de l'habitat humain. Il développe actuellement des projets à différentes échelles à partir de dispositifs intelligents pour la collecte de données par des particuliers. Monsieur Menichinelli énonça notamment le développement de la nouvelle génération de fab labs tel que le projet Green Fab Lab.

Les organisations communautaires, les établissements d'enseignement et les préoccupations à but non lucratif sont présentés comme les principaux bénéficiaires de l'initiative.

L'administration de la ville de Barcelone reconnaît l'utilité des fab labs et encourage largement leur essor. L'idée est de progresser vers un modèle économique collaboratif basé sur des réseaux de partage de connaissances.

Meelis Joost –CESE

Monsieur Joost nous présenta une organisation-réseau s'adressant aux personnes handicapées ou souffrant de maladies chroniques ainsi qu'à leurs familles. Le réseau regroupe des associations estoniennes et suédoises avec l'idée d'offrir aux familles des personnes souffrant de handicap un répit ainsi qu'une aide quotidienne. Les différents acteurs sociaux ne travaillant pas toujours en coopération, l'idée d'un réseau s'est imposée.

L'apparition de plateformes numériques facilitant la coopération est dans le domaine vue d'un bon œil, pour peu que celle-ci ne participe réellement à l'amélioration de la qualité de vie des personnes ciblées. Monsieur Joost cita pour exemple helpific.ee, initiative estonienne cherchant à mettre en relation des personnes offrant bénévolement de l'assistance à des populations en besoin. Une autre initiative de plateforme collaborative citée par monsieur Joost est celle faisant promotion de la vente de marchandises agricoles provenant de zones dépeuplées vers les zones urbaines estoniennes.

En Estonie, conclut monsieur Joost, l'économie sociale n'est réellement apparue que dans les années 90. La route est encore longue, donc, mais le potentiel reste énorme.

QUEL RÔLE POUR LES AUTORITÉS PUBLIQUES

Fabrizio Sestini – DG CONNECT

Représentant la DG CONNECT, monsieur Sestini énonça l'importance d'un monde digital plus inclusif et juste. Il faudra pour atteindre cela promouvoir la décentralisation pour plus de démocratie et combattre toute forme de monopole. L'objectif est de construire un écosystème décentralisé par et pour l'innovation.

Monsieur Sestini nous présenta en ce sens l'initiative CAPS, visant à concevoir et à piloter des plates-formes en ligne pour sensibiliser aux problèmes de durabilité et mettre en place des solutions collectives. L'objectif des projets CAPS est multiple. Les CAPS se doivent d'abord de soutenir les processus et les pratiques permettant aux citoyens de partager le savoir, de prendre des décisions éclairées en tant que consommateurs, faire avancer les changements du comportement environnemental, et mettre en place des processus démocratiques plus participatifs.

La Commission, à travers le manifeste de l'innovation numérique sociale², affirme par ailleurs que pour profiter pleinement de l'opportunité offerte par le numérique, nous devons nous éloigner de la centralisation actuelle du pouvoir par un petit nombre de grandes entreprises technologiques afin de permettre à un groupe beaucoup plus large de personnes et d'organisations de développer et de partager des solutions numériques innovantes.

Dans toute l'Europe, un mouvement croissant de personnes explore les opportunités d'innovation sociale numérique, développe des solutions ascendantes s'appuyant sur la participation, la collaboration, la décentralisation, l'ouverture et la multidisciplinarité. Cela se fait encore à une échelle relativement petite, en raison d'investissements publics et privés dans l'innovation sociale numérique encore trop timides ainsi que du manque relatif de compétences au sein des acteurs sociaux par rapport aux à celles recrutées au sein des entreprises commerciales.

Ulla Engelmann – DG GROW

Selon Ulla Engelmann, les autorités publiques ont démontré un intérêt réel pour la question de l'innovation sociale dans le domaine du numérique. En ce sens en effet, la Commission a effectué un important travail d'examen du rôle à jouer par la digitalisation dans l'ESS. Il fut beaucoup question de décentralisation dans les interventions précédentes et madame Engelmann confirma qu'il y a là un réel potentiel. Le rôle des régions est important, il faut en tenir compte, celui des villes également.

Par ailleurs, madame Engelmann regretta que « *le Comité des Régions n'est pas toujours assez présent* ». En outre, elle informa l'assistance de l'existence de discussions en cours en vue d'une adaptation de la directive sur les marchés publics.

Thomas Wobben – Comité des Régions

Pour le comité des régions, il y a un lien évident entre l'autorité publique et l'innovation sociale dans les régions. Monsieur Wobben constata qu'il fut état lors du séminaire de gouvernance et de responsabilité, les différents orateurs oubliant parfois qu'il s'agit de gouvernance à des niveaux multiples. En effet, l'actualité est mouvante et le populisme grandissant. S'il y a une ville, une région à la traîne, nous constatons qu'elle se détourne des objectifs communautaires. Il y a la technologie et l'innovation d'un côté et la réalité concrète de l'autre. Il y a aussi des technologies de perturbation devant être prises en compte. Il y a 10 ans, nous parlions d'un multiniveau tandis que ce que nous constatons aujourd'hui est une demande d'appropriation à différentes strates. Si l'appropriation est centrale, nous devons changer notre paradigme. Pour exemple, si en tant que région, vous souhaitez développer l'innovation sociale avec l'aide du FSE, vous affronterez une complexité grandissante due à la méfiance du système vis-à-vis des pouvoirs perturbateurs.

² <https://dsimanifesto.eu/>

Denis Stokkink – Président de POUR LA SOLIDARITÉ et rapporteur général du GECES

Denis Stokkink proposa 5 éléments d'intervention des autorités publiques.

1) Les entreprises sociales ont besoin d'un cadre légal. Il y a donc lieu de soutenir et d'inciter les états qui n'en ont pas encore. Il y a 20 ans, peu de pays en disposaient, il y a donc une amélioration mais beaucoup reste à faire. Ce sont lors des 15 dernières années que nous avons vu un consensus au sein des États membres afin de faire apparaître un cadre légal pour les entreprises de l'ESS. Il existe encore un certain nombre de pays en attente d'un soutien pour développer un cadre légal pour faire en sorte que l'inclusion numérique ne soit pas réservée à un certain nombre d'entreprises capitalistes mais aussi à toutes les entreprises issues de l'ESS.

2) Les pouvoirs publics doivent faire en sorte qu'il y ait un cadre réglementaire spécifiant la différence entre formation et accompagnement social. Il y a des entreprises ayant développé des formations au numériques, utilisant ainsi les plus vulnérables à des fins commerciales. Le rôle des autorités publiques est de différencier cela. Monsieur Stokkink affirma que seule l'ESS devrait pouvoir joindre les deux domaines, une valeur ajoutée lui devant donc être accordée.

3) Il existe la nécessité d'un cadre d'alliances stratégiques entre les pouvoirs publics et les acteurs de l'ESS afin de répondre avec une finalité d'intérêt social à l'enjeu de la digitalisation.

4) Sur la question du financement, l'enjeu est de définir un cadre d'hybridation du financement répondant à la fois au besoin de fonds propres des entreprises ESS et de fonctionnement afin de répondre à la valeur ajoutée de la prise en charge des populations vulnérables.

5) La directive européenne sur les marchés publics a apporté un plus significatif. Toutefois, si le marché public représente 19% du PIB, il existe encore dans certains pays une impossibilité pour les entreprises sociales de participer au marché public. Cette carence normative représente un frein énorme pour les entreprises sociales.

ANNEXE : PROGRAMME/INTERVENANTS

Modérateur : Peter Back, Nesta

Discours de bienvenue:

- **Michael Smyth**, Vice-président du CESE
- **Slawomir Tokarski**, Directeur - DG GROW

État des lieux : opportunités et défis

- **Gaia Marcus**, Centrepoint
- **François Durollet**, Simplon
- **Anna Sienicka**, Tech Soup
- **Alain Coheur**, Union nationale belge des mutualités socialistes
- **Jean-Claude Mizzi**, HopHopFood

Des plateformes pour le changement:

- **Felix Weth**, FairMondo
- **Harry Robbins**, Outlandish digital cooperative
- **Ibon Zugasti**, Mondragon
- **Sandrino Graceffa**, SMartbe
- **Elena Como**, LAMA
- **Antonio Longo**, CESE

De nouveaux composants pour un futur des communs:

- **Marleen Stikker**, Waag Society
- **Mayo Fuster Morell**, Dimmons
- **Massimo Menichinelli**, Fab City Research Lab
- **Meelis Joost**, CESE

Quel rôle pour les autorités publiques:

- **Fabrizio Sestini**, DG CONNECT
- **Ulla Engelmann**, DG GROW
- **Thomas Wobben**, Comité des Régions
- **Denis Stokkink**, POUR LA SOLIDARITÉ